

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE
De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waalse Parlement 1363 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204163]

2 MAI 2019. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux receveurs régionaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. À l'article L1124-21 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 18 avril 2013 et modifié par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 10 000 habitants » sont remplacés par les mots « 15 000 habitants »;
- 2° l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est abrogé;
- 3° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un receveur régional peut être désigné, pour une période de quatre mois renouvelable une seule fois, aux fonctions de directeur financier dans toute commune qui en ferait la demande, en cas de vacance de l'emploi ou en cas d'absence du titulaire pour une durée excédant trente jours. ».

Art. 2. L'article L1124-23 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-23. § 1^{er}. Il est institué un Collège des gouverneurs wallons, qui réunit les gouverneurs des provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Namur, de Liège et de Luxembourg. Il exerce les attributions qui lui sont confiées par le présent Code et par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement, de délibération et d'organisation du Collège des gouverneurs wallons.

§ 2. Conformément aux conditions et modalités fixées par le Gouvernement, le Collège des gouverneurs wallons organise les concours en vue de constituer une réserve de recrutement de candidats à la fonction de receveur régional.

§ 3. Le gouverneur déclare vacante la fonction de receveur régional.

Conformément aux conditions et modalités fixées par le Gouvernement, il est pourvu à un emploi vacant de receveur régional par la désignation d'un lauréat du concours organisé par le Collège des gouverneurs wallons visé au paragraphe 1^{er} ou par la désignation d'un receveur régional déjà en service dans une autre province.

Les recrutements sont subordonnés à l'accord préalable du Gouvernement.

Les receveurs régionaux sont nommés par le gouverneur.

§ 4. Le receveur régional est placé sous l'autorité du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué.

À l'égard de chaque receveur régional, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué désigne les administrations dans lesquelles il exerce ses attributions.

Par dérogation à l'alinéa 2, le Collège des gouverneurs wallons peut décharger un receveur régional d'une partie de ses recettes, en vue de lui confier des missions d'appui, définies par le Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement fixe le statut administratif des receveurs régionaux, en consacrant au minimum les principes suivants :

- 1° les modalités relatives au concours, à son organisation et à la réserve de recrutement;
- 2° les conditions et modalités de nomination des receveurs régionaux;
- 3° les droits et devoirs des receveurs régionaux;
- 4° l'instauration d'un stage probatoire d'une durée d'un an;
- 5° l'évaluation du receveur régional par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué, en donnant aux administrations locales ayant recours aux services d'un receveur régional la faculté de donner leur avis sur les prestations de ce dernier;
- 6° l'organisation d'un recours en faveur des receveurs régionaux auprès du Collège des gouverneurs wallons à l'encontre des décisions prises à leur égard dans le cadre de leur évaluation;
- 7° la faculté de licenciement pour inaptitude professionnelle et l'octroi d'une indemnité de départ, lorsque le receveur régional se voit attribuer deux évaluations négatives successives;
- 8° le régime disciplinaire, la compétence du gouverneur pour adopter une sanction disciplinaire ou une mesure de suspension préventive à l'encontre du receveur régional, ainsi que les conditions et modalités du recours en réformation devant le Collège des gouverneurs wallons contre ces décisions;
- 9° les conditions et modalités d'octroi de congés aux receveurs régionaux;

10° les conditions et modalités de la perte de qualité de receveur régional et de la cessation des fonctions.

§ 6. Dans les cas visés à l'article L1124-21, § 1^{er}, 2°, la vacance de l'emploi de directeur financier dans la commune est communiquée au gouverneur.

La commune ne peut pas publier la vacance visée à l'alinéa 1^{er} avant que le gouverneur lui ait notifié sa décision de mettre fin à la mission de tout receveur régional dans la commune.

La commune qui crée l'emploi de directeur financier peut toutefois nommer immédiatement à cet emploi un receveur régional. Cette délibération produit directement ses effets, sans préjudice des pouvoirs de l'autorité de tutelle.

Les receveurs régionaux sont réputés satisfaire à toutes les conditions de nomination à l'emploi de directeur financier. Le traitement alloué à l'ancien receveur régional nommé directeur financier dans la commune exclusivement peut dépasser le montant maximum visé à l'article L1124-35, sans toutefois excéder celui qu'il aurait perçu s'il avait poursuivi ses fonctions de receveur régional. ».

Art. 3. À l'article L1124-24 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le gouverneur » sont remplacés par les mots « le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété de la phrase suivante : « Cette désignation est opérée sur base volontaire. Si aucun receveur régional ne s'est porté volontaire, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué peut désigner d'office un receveur régional dans le respect des conditions éventuellement fixées par le Gouvernement. »;

3° à l'alinéa 2, les mots « sous la surveillance du gouverneur » sont remplacés par les mots « sous la surveillance du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué de la province dans laquelle se situe chacune des communes concernées ».

Art. 4. L'article L1124-39 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, est complété par les mots « , la décision d'autoriser le cumul étant prise par le gouverneur ou par le commissaire d'arrondissement délégué. ».

Art. 5. À l'article L1124-45, § 3, alinéas 1^{er} et 2, du même Code, les mots « Le gouverneur » sont chaque fois remplacés par les mots « Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué ».

Art. 6. L'article L1124-47 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-47. § 1^{er}. Le traitement des receveurs régionaux, majoré des allocations et primes éventuelles, des cotisations et de tous les frais générés par leurs missions, sont supportés par toutes les administrations locales d'une même province qui ont recours à leurs services.

Les frais utiles au fonctionnement de l'ensemble de la recette régionale, notamment les frais de fonctionnement du Collège des gouverneurs wallons visé à l'article L1124-23, § 1^{er}, les frais de sélection et de recrutement des receveurs régionaux, les frais liés aux formations des receveurs régionaux préalablement approuvées par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué, ainsi que les dépenses liées aux missions du receveur régional visé à l'article L1124-23, § 3, sont supportés par toutes les administrations ayant recours aux services d'un ou plusieurs receveurs régionaux.

Les dépenses visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont réparties, par année civile, respectivement par le gouverneur dans sa province et le collège des gouverneurs wallons visé à l'article L1124-23, § 1^{er}, au prorata du volume de prestations théoriquement requis des receveurs régionaux auprès de chacune des administrations concernées. L'évaluation de ce volume de prestations théorique tient compte de la nature de l'administration, de l'importance des institutions ou activités spécifiques dont elle a la charge et du nombre d'habitants résidant dans son ressort. Les modalités de répartition des charges sont fixées par le Gouvernement, sur proposition du Collège des gouverneurs wallons. L'intervention temporaire des receveurs régionaux sur base de l'article L1124-21, § 3 ou de l'article 43, § 2, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, est majorée de quinze pour cent.

Toutefois, les frais exposés pour le compte exclusif d'une administration déterminée sont mises à charge de celle-ci.

L'administration qui décide de ne plus recourir aux services d'un receveur régional moins de trois ans après la désignation de celui-ci reste tenue de supporter la part des dépenses qui lui incombe en application de l'alinéa 3, à moins que cette désignation ait été faite sur la base de l'article L1124-21, § 3.

Par dérogation à l'alinéa 5, l'administration qui crée l'emploi de directeur financier et recrute un receveur régional à cet emploi ne supporte plus les dépenses visées aux alinéas 1^{er} et 2 à dater du mois qui suit l'entrée en fonction du directeur financier.

§ 2. Les dépenses visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, sont liquidées par la Région.

La Région prélève, à l'intervention éventuelle d'une institution financière qui satisfait, selon le cas, au prescrit des articles 7, 65 et 66, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, la contribution de chaque administration sur toutes recettes effectuées par la Région pour le compte de celle-ci et sur toutes dotations dues par la Région à l'administration concernée, de la manière fixée par le Gouvernement.

Conformément à l'article 5/2 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les cotisations patronales et personnelles dues, destinées au financement des pensions, sont versées par la Région à l'Office national de Sécurité sociale par l'intermédiaire du service responsable du paiement des traitements, et ce au cours du mois du paiement. ».

Art. 7. À l'article L1124-48 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « mis à charge des communes intéressées » sont remplacés par les mots « mis à charge des administrations locales ayant recours aux services d'un ou plusieurs receveurs régionaux »;

2° les mots « entre les communes intéressées » sont remplacés par les mots « entre ces administrations ».

Art. 8. À l'article L1124-49 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, devenu l'alinéa 1^{er}, les mots « communes intéressées » sont remplacés par les mots « administrations locales ayant recours aux services d'un ou plusieurs receveurs régionaux »;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « par le gouverneur » sont remplacés par les mots « par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué de la province dans laquelle se situe la commune concernée »;

4° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « le gouverneur donne connaissance » sont remplacés par les mots " le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué donne connaissance »;

5° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « le gouverneur procède » sont remplacés par les mots « le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué procède ».

Art. 9. À l'article L1125-4 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 rédigé comme suit :

« Il y a incompatibilité entre la fonction de receveur régional d'une part, et celle de bourgmestre, échevin ou membre du conseil communal de la commune dans laquelle le receveur régional exerce ses attributions d'autre part. ».

Art. 10. À l'article L1215-6, alinéa 3, du même Code, les mots « , au receveur régional. » sont supprimés.

Art. 11. L'article L1215-9 du même Code est abrogé.

Art. 12. L'obligation de contribuer à la recette régionale pendant un minimum de trois années, prévue à l'article L1124-47, § 1^{er}, alinéa 5, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par l'article 6, ne s'applique pas aux administrations locales qui ont recours aux services d'un receveur régional au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et qui continuent à y recourir de manière ininterrompue depuis ce moment.

Art. 13. Les articles 2 et 6 entrent en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement, au plus tard le 1^{er} janvier 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1364 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204163]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung in Bezug auf die Regionaleinnehmer (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1124-21 § 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, ersetzt durch das Dekret vom 18. April 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2018 wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "10.000 Einwohnern" durch die Wortfolge "15.000 Einwohnern" ersetzt;

2° in Paragraf 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

3° dieser Artikel wird durch einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 3. Abweichend von Paragraf 1 kann ein Regionaleinnehmer für einen Zeitraum von vier Monaten, der nur einmal erneuert werden kann, zum Finanzdirektor in jeder Gemeinde benannt werden, die dies beantragt, falls die Stelle zu besetzen ist oder falls der Inhaber der Stelle für eine Dauer von mehr als dreißig Tagen abwesend ist."

Art. 2 - Artikel L1124-23 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1124-23 - § 1. Es wird ein Kollegium der wallonischen Gouverneure eingerichtet, das die Gouverneure der Provinzen Wallonisch-Brabant, Hennegau, Namur, Lüttich und Luxemburg vereint. Es übt die Befugnisse aus, die ihm durch den vorliegenden Kodex und durch die Regierung übertragen werden.

Die Regierung legt die Regeln für die Arbeitsweise, die Beschlussfassung und die Organisation des Kollegiums der wallonischen Gouverneure fest.

§ 2. Gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten veranstaltet das Kollegium der wallonischen Gouverneure Wettbewerbsverfahren, um eine Anwerbungsreserve von Bewerbern für das Amt des Regionaleinnehmers zu bilden.

§ 3. Der Gouverneur erklärt das Amt des Regionaleinnehmers als zu besetzen.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten wird das zu besetzende Amt eines Regionaleinnehmers besetzt, indem ein erfolgreicher Bewerber aus dem von dem in Paragraph 1 genannten Kollegium der wallonischen Gouverneure organisierten Wettbewerb benannt wird oder indem ein bereits in einer anderen Provinz tätiger Regionaleinnehmer benannt wird.

Die Einstellung unterliegt der vorherigen Zustimmung der Regierung.

Die Regionaleinnehmer werden vom Gouverneur ernannt.

§ 4. Der Regionaleinnehmer wird dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar unterstellt.

Für jeden Regionaleinnehmer benennt der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar die Verwaltungen, in denen dieser Regionaleinnehmer seine Befugnisse ausübt.

Abweichend von Absatz 2 kann das Kollegium der wallonischen Gouverneure einen Regionaleinnehmer von einem Teil seiner Einnahmen befreien, um ihn mit Unterstützungsaufgaben zu betrauen, die von der Regierung definiert werden.

§ 5. § 5. Die Regierung legt das Verwaltungsstatut der Regionaleinnehmer fest und bestimmt mindestens die folgenden Grundsätze:

1° die Modalitäten des Wettbewerbsverfahrens, seiner Organisation und der Anwerbungsreserve;

2° die Bedingungen und Modalitäten für die Ernennung der Regionaleinnehmer;

3° die Rechte und Pflichten der Regionaleinnehmer;

4° die Einführung einer einjährigen Probezeit;

5° die Bewertung des Regionaleinnehmers durch den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar, indem den lokalen Verwaltungen, die die Dienste eines Regionaleinnehmers in Anspruch nehmen, die Möglichkeit gegeben wird, ihre Meinung zu dessen Leistungen abzugeben;

6° die Organisation eines Beschwerdeverfahrens vor dem Kollegium der wallonischen Gouverneure zugunsten der Regionaleinnehmer gegen die im Rahmen ihrer Beurteilung getroffenen und sie betreffenden Entscheidungen;

7° die Möglichkeit einer Entlassung wegen mangelnder beruflicher Eignung und die Gewährung einer Entlassungsentschädigung, wenn der Regionaleinnehmer zwei aufeinanderfolgende negative Beurteilungen erhält;

8° die Disziplinarordnung, die Zuständigkeit des Gouverneurs, eine Disziplinarstrafe oder eine präventiven Aussetzungsmaßnahme gegen den Regionaleinnehmer zu ergreifen sowie die Bedingungen und Modalitäten der Abänderungsbeschwerde gegen diese Entscheidungen vor dem Kollegium der wallonischen Gouverneure;

9° die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung von Urlaub an die Regionaleinnehmer;

10° die Bedingungen und Modalitäten für den Verlust der Eigenschaft eines Regionaleinnehmers und die Beendigung des Amtes.

§ 6. In den in Artikel L1124-21, § 1 Ziffer 2 genannten Fällen ist dem Gouverneur mitzuteilen, dass die Stelle des Finanzdirektors in der Gemeinde zu besetzen ist.

Die Gemeinde darf das in Absatz 1 genannte Stellenangebot erst dann veröffentlichen, wenn der Gouverneur ihr seine Entscheidung mitgeteilt hat, den Auftrag eines Regionaleinnehmers in der Gemeinde zu beenden.

Die Gemeinde, die die Stelle des Finanzdirektors schafft, kann jedoch umgehend einen Regionaleinnehmer auf diese Stelle ernennen. Dieser Beschluss hat unmittelbare Wirkung, unbeschadet der Befugnisse der Aufsichtsbehörde

Es wird davon ausgegangen, dass die Regionaleinnehmer alle Voraussetzungen für die Ernennung im Amt eines Finanzdirektors erfüllen. Das Gehalt des ehemaligen Regionaleinnehmers, der ausschließlich als Finanzdirektor in der Gemeinde ernannt wurde, darf den in Artikel L1124-35 genannten Höchstbetrag überschreiten, aber nicht den Betrag, den er erhalten hätte, wenn er seine Tätigkeit als Regionaleinnehmer fortgesetzt hätte."

Art. 3 - Artikel L1124-24 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge "der Gouverneur" durch die Wortfolge "der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar" ersetzt;

2° Absatz 1 wird durch folgenden Satz ergänzt: "Diese Benennung erfolgt auf freiwilliger Basis. Wenn sich kein Regionaleinnehmer freiwillig gemeldet hat, kann der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar unter den von der Regierung gegebenenfalls festgelegten Bedingungen von Amts wegen einen Regionaleinnehmer benennen.";

3° In Absatz 2 wird die Wortfolge "unter der Aufsicht des Gouverneurs" durch die Wortfolge "unter der Aufsicht des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars der Provinz, in der sich jede der betreffenden Gemeinden befindet" ersetzt.

Art. 4 - Artikel L1124-39 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 18. April 2013, wird durch folgenden Wortlaut ergänzt „, wobei die Entscheidung über die Genehmigung der Ausübung mehrerer Tätigkeiten durch den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar getroffen wird.“.

Art. 5 - In Artikel L1124-45 § 3 Absätze 1 und 2 wird die Wortfolge „Der Gouverneur“ durch die Wortfolge „Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar“ ersetzt.

Art. 6 - Artikel L1124-47 dessen Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. L1124-47 - § 1. Das Gehalt der Regionaleinnehmer erhöht um alle gegebenenfalls gewährten Zulagen und Prämien, Beiträge und alle durch ihre Aufgaben verursachten Kosten wird von allen lokalen Verwaltungen in derselben Provinz getragen, die ihre Dienste in Anspruch nehmen.

Die für die Funktion der gesamten regionalen Einnahmen zweckdienlichen Kosten, insbesondere die Betriebskosten des Kollegiums der wallonischen Gouverneure gemäß Artikel L1124-23 § 1, die Kosten für die Auswahl und Anwerbung von Regionaleinnehmern, die Kosten für die Ausbildung von Regionaleinnehmern, die zuvor vom Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar genehmigt wurden, sowie die Kosten für die Aufgaben des Regionaleinnehmers gemäß Artikel L1124-23 § 3, werden von allen Verwaltungen getragen, die auf die Dienste eines oder mehrerer Regionaleinnehmer zurückgreifen.

Die in den Absätzen 1 und 2 genannten Ausgaben werden pro Kalenderjahr vom Gouverneur in seiner Provinz bzw. vom Kollegium der wallonischen Gouverneure gemäß Artikel L1124-23 § 1 im Verhältnis zum theoretisch erforderlichen Leistungsumfang der Regionaleinnehmer auf jede der betreffenden Verwaltungen verteilt. Bei der Bewertung dieses theoretischen Leistungsumfangs werden die Art der Verwaltung, die Bedeutung der spezifischen Einrichtungen oder Tätigkeiten, für die sie zuständig ist, und die Zahl der Einwohner, die in ihrem Zuständigkeitsbereich wohnhaft sind, berücksichtigt. Die Modalitäten der Lastenverteilung werden von der Regierung auf Vorschlag des Kollegiums der wallonischen Gouverneure festgelegt. Die zeitweilige Intervention von Regionaleinnehmern auf der Grundlage von Artikel L1124-21 § 3 oder Artikel 43 § 2 Absatz 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren wird mit einer Erhöhung von fünfzehn Prozent belegt.

Die ausschließlich für eine spezifische Verwaltung anfallenden Kosten werden jedoch von dieser Verwaltung getragen.

Eine Verwaltung, die beschließt, die Dienste eines Regionaleinnehmers vor Ablauf der Frist von drei Jahren nach seiner Benennung nicht weiter in Anspruch zu nehmen, bleibt verpflichtet, den Teil der Ausgaben zu übernehmen, die ihr nach Absatz 3 zufallen, es sei denn, diese Benennung erfolgte auf der Grundlage von Artikel L1124-21 § 3.

Abweichend von Absatz 5 trägt die Verwaltung, die das Amt des Finanzdirektors schafft und einen Regionaleinnehmer für dieses Amt anwirbt, die in den Absätzen 1 und 2 genannten Ausgaben nicht mehr ab dem Monat nach dem Amtsantritt des Finanzdirektors.

§ 2. Die in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 genannten Ausgaben werden von der Region getätigt.

Die Region erhebt - gegebenenfalls mit der Beteiligung eines Finanzinstituts, das den Vorschriften der Artikel 7, 65 und 66 des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute genügt - den Beitrag jeder Verwaltung von allen Einnahmen, die die Region in ihrem Namen einkassiert hat, und von allen Dotationen, die die Region der betreffenden Verwaltung schuldet, in der von der Regierung festgelegten Weise.

Gemäß Artikel 5/2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer werden die zu entrichtenden Arbeitgeber- und Eigenbeiträge, die für die Finanzierung der Pensionen bestimmt sind, dem Landesamt für soziale Sicherheit über den für die Zahlung der Gehälter verantwortlichen Dienst zugeführt, und zwar im Laufe des Monats der Zahlung.

Art. 7 - Artikel L1124-48 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge „den betreffenden Gemeinden“ wird durch die Wortfolge „den lokalen Verwaltungen, die die Dienste eines oder mehrerer Regionaleinnehmers in Anspruch nehmen“ ersetzt;

2° die Wortfolge „unter die betreffenden Gemeinden“ wird durch die Wortfolge „unter diese Verwaltungen“ ersetzt.

Art. 8 - Artikel L1124-49 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 18. April 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° In Paragraph 1 wird der Absatz 1 aufgehoben;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 (jetzt Absatz 1) wird die Wortfolge „betreffenden Gemeinden“ durch die Wortfolge „lokalen Verwaltungen, die die Dienste eines oder mehrerer Regionaleinnehmers in Anspruch nehmen“ ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge „vom Gouverneur“ durch die Wortfolge „vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar der Provinz, in der sich die betreffende Gemeinde befindet“ ersetzt;

4° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge „der Gouverneur legt dem Gemeinderat“ durch die Wortfolge „der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar legt dem Gemeinderat“ ersetzt;

5° in Paragraph 2 Absatz 3 wird die Wortfolge „der Gouverneur nimmt“ durch die Wortfolge „der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar nimmt“ ersetzt.

Art. 9 - In Artikel L1125-4 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013, wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

„Das Amt des Regionaleinnehmers einerseits und das Amt des Bürgermeisters, Schöffen oder Mitglied des Gemeinderats der Gemeinde, in der der Regionaleinnehmer seine Befugnisse ausübt, andererseits, sind unvereinbar.

Art. 10 - In Artikel L1215-6, Absatz 3 desselben Kodex wird die Wortfolge „den Bezirkseinnehmer.“ gestrichen.

Art. 11 - Artikel L1215-9 desselben Kodex wird aufgehoben.

Art. 12 - Die in Artikel L1124-47 § 1 Absatz 5 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, abgeändert durch Artikel 6, vorgesehene Verpflichtung, für einen Zeitraum von mindestens drei Jahren zu den regionalen Einnahmen beizutragen, gilt nicht für lokale Verwaltungen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets die Dienste eines regionalen Empfängers in Anspruch nehmen und diese seither ununterbrochen weiter nutzen.

Art. 13 - Die Artikel 2 und 6 treten zu einem von der Regierung festzulegenden Zeitpunkt und spätestens am 1. Januar 2020 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz und Vertreter der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1364 (2018-2019) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019.

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204163]

2 MEI 2019. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de gewestelijke ontvangers (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L1124-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen bij het decreet van 18 april 2013 en gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "10 000 inwoners" vervangen door de woorden "15 000 inwoners";

2° het tweede lid van paragraaf 1 wordt opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

" § 3. In afwijking van paragraaf 1 kan een gewestelijke ontvanger in geval van vacature of in geval van afwezigheid van de titularis voor een periode van meer dan dertig dagen als financieel directeur in elke gemeente die daarom verzoekt, aangewezen worden voor een periode van vier maanden, die eenmaal kan worden verlengd."

Art. 2. Artikel L1124-23 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt:

"Art. L1124-23. § 1. Er wordt een College van de Waalse gouverneurs opgericht, waarin de gouverneurs van de provincies van Waals Brabant, Henegouwen, Namen, Luik en Luxemburg zitting hebben. Het College oefent de bevoegdheden uit die aan genoemd College door dit Wetboek en door de Regering worden toegekend.

De Gouverneur stelt de regels vast voor de werking, de beraadslaging en de organisatie van het College van de Waalse gouverneurs.

§ 2. Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten organiseert het College van de Waalse gouverneurs de vergelijkende examens om een wervingsreserve van kandidaten voor het ambt van gewestelijke ontvanger samen te stellen.

§ 3. De gouverneur verklaart de betrekking van gewestelijke ontvanger vacant.

Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten wordt in een vacante betrekking van gewestelijke ontvanger voorzien door de aanwijzing van een kandidaat die geslaagd is voor het vergelijkend examen georganiseerd door het in paragraaf 1 bedoelde College van de Waalse Gouverneurs of door de aanwijzing van een gewestelijke ontvanger die reeds in een andere provincie werkzaam is.

De wervingen worden ondergeschikt gemaakt aan de voorafgaandelijke instemming van de Regering.

De gewestelijke ontvangers worden door de gouverneur benoemd.

§ 4. De gewestelijke ontvanger staat onder het gezag van de gouverneur of van de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris wijst ten aanzien van elke gewestelijke ontvanger de administraties aan waarin hij zijn bevoegdheden uitoefent.

In afwijking van het tweede lid kan het College van de Waalse Gouverneurs een gewestelijke ontvanger van een deel van zijn ontvangsten vrijstellen om hem ondersteunende opdrachten, bepaald door de Regering, toe te vertrouwen.

§ 5. De Regering bepaalt het administratief statuut van de gewestelijke ontvangers, waarbij ten minste de volgende beginselen worden vastgelegd:

1° de modaliteiten betreffende het vergelijkend examen en de wervingsreserve;

2° de voorwaarden en modaliteiten betreffende de benoeming van de gewestelijke ontvangers;

3° de rechten en plichten van de gewestelijke ontvangers;

4° de invoering van een proefstage van één jaar;

5° de evaluatie van de gewestelijke ontvanger door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris, waarbij lokale administraties die een beroep doen op de diensten van een gewestelijke ontvanger in de gelegenheid worden gesteld om hun mening te geven over de prestaties van laatstgenoemde;

6° de organisatie van een beroep ten gunste van de gewestelijke ontvangers bij het College van de Waalse gouverneurs tegens de beslissingen die tegen hen in het kader van hun evaluatie worden genomen;

7° de mogelijkheid van ontslag wegens beroepsongeschiktheid en de toekenning van een ontslagvergoeding, wanneer de gewestelijke ontvanger twee opeenvolgende negatieve evaluaties krijgt;

8° het tuchtstelsel, de bevoegdheid van de gouverneur om een tuchtstraf op te leggen of een preventieve schorsingsmaatregel te nemen tegen de gewestelijke ontvanger alsook de voorwaarden en modaliteiten van het beroep tot herziening voor het College van de Waalse gouverneurs tegen deze beslissingen;

9° de voorwaarden en modaliteiten m.b.t. de toekenning van verloven aan de gewestelijke ontvangers;

10° de voorwaarden en modaliteiten m.b.t. het verlies van de hoedanigheid van gewestelijke ontvanger en de ambtsneerlegging.

§ 6. In de gevallen bedoeld in artikel L1124-21, § 1, 2°, wordt het openvallen van de betrekking van financieel directeur in de gemeente aan de gouverneur meegedeeld.

De gemeente mag de in het eerste lid bedoelde vacature niet bekendmaken alvorens de gouverneur haar in kennis heeft gesteld van zijn beslissing om de opdracht van iedere gewestelijke ontvanger in de gemeente te beëindigen.

De gemeente die de betrekking van financieel directeur creëert, kan evenwel een gewestelijke ontvanger in die betrekking onmiddellijk benoemen. Deze beraadslaging heeft onmiddellijk gevolg, onverminderd de bevoegdheden van de toezichthoudende overheid.

De gewestelijke ontvangers worden geacht aan alle voorwaarden voor de benoeming in de betrekking van financieel directeur te voldoen. De wedde uitgekeerd aan de voormalige gewestelijke ontvanger de uitsluitend in de gemeente als financieel directeur is benoemd, mag het maximumbedrag bedoeld in artikel L1124-35 te boven gaan, zonder evenwel de wedde te mogen overschrijden die hij zou genieten indien hij zijn ambt van gewestelijke ontvanger was blijven uitoefenen."

Art. 3. In artikel L1124-24 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de provinciegouverneur" vervangen door de woorden "de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris";

2° het eerste lid wordt aangevuld met volgende zin: "Deze aanwijzing wordt op vrijwillige basis verricht. Indien geen enkele gewestelijke ontvanger zich vrijwillig heeft aangemeld, kan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris automatisch een gewestelijke ontvanger aanwijzen, met inachtneming van de door de Regering gestelde voorwaarden.";

3° in het tweede lid worden de woorden "onder het toezicht van de provinciegouverneur" vervangen door de woorden "onder het toezicht van de gouverneur of van de afgevaardigde arrondissementscommissaris van de provincie waarin elke van de betrokken gemeenten gelegen is".

Art. 4. Artikel L1124-39 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt aangevuld met de woorden ", waarbij de beslissing om de cumulatie toe te staan genomen wordt door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris".

Art. 5. In artikel L1124-45, § 3, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "De provinciegouverneur" en de woorden "De gouverneur" vervangen door de woorden "De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris".

Art. 6. Artikel L1124-47 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1124-47. § 1. De wedde van de gewestelijke ontvangers, vermeerderd met de eventuele bijlagen en premies, met de bijdragen en alle kosten voortvloeiend uit hun opdrachten, worden gedragen door alle lokale administraties van éénzelfde provincie die een beroep doen op hun diensten.

De kosten die nuttig zijn voor de werking van de gezamenlijke gewestelijke ontvangst, met name de werkingskosten van het College van de Waalse Gouverneurs bedoeld in artikel L1124-23, § 1, de kosten voor de selectie en de aanwerving van de gewestelijke ontvangers, de kosten gebonden aan de opleidingen van de gewestelijke ontvangers die vooraf door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris werden goedgekeurd, alsook de uitgaven gebonden aan de opdrachten van de gewestelijke ontvanger bedoeld in artikel L1124-23, § 3, worden gedragen door alle administraties die een beroep doen op de diensten van een of meerdere gewestelijke ontvangers.

De in de eerste en tweede leden bedoelde uitgaven worden per kalenderjaar respectievelijk door de gouverneur in zijn provincie en het College van de Waalse gouverneurs bedoeld in artikel L1124-23, § 1, omgeslagen in verhouding tot de omvang van prestaties die theoretisch vereist zijn voor de gewestelijke ontvangers bij elke van de betrokken administraties.

De evaluatie van deze theoretische omvang van prestaties houdt rekening met de aard van de administratie, met het belang van de specifieke instellingen of activiteiten waarmee ze is belast en met het aantal inwoners die binnen haar rechtsgebied verblijven. De modaliteiten betreffende de verdeling van de lasten worden op voorstel van het College van de Waalse gouverneurs door de Regering vastgesteld. Het tijdelijke optreden van de gewestelijke ontvangers op basis van artikel L1124-21, § 3, of van artikel 43, § 2, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt met vijftien procent vermeerderd.

De kosten die voor een bepaalde administratie worden gemaakt, komen echter voor rekening van bedoelde administratie.

De administratie die beslist om minder dan drie jaar na zijn benoeming geen beroep meer te doen op de diensten van een gewestelijke ontvanger, blijft gehouden het deel van de kosten die krachtens het derde lid ten hare laste vallen, te dragen, tenzij deze benoeming op grond van artikel L1124-21, § 3, is geschied.

In afwijking van het vijfde lid draagt de administratie die de betrekking van financieel directeur creëert en een gewestelijke ontvanger voor die betrekking aanwerft, niet langer de in de eerste en tweede leden bedoelde uitgaven vanaf de maand na de ambtsaanvaarding van de financieel directeur.

§ 2. De in paragraaf 1, eerste en tweede lid, bedoelde uitgaven worden door het Gewest uitbetaald.

Het Gewest houdt door eventuele bemiddeling van een financiële instelling die, al naar gelang het geval, voldoet aan de bepalingen van de artikelen 7, 65 en 66 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht over de kredietinstellingen, de bijdrage van iedere administratie in op alle ontvangsten die door het Gewest voor zijn rekening zijn gedaan en op iedere dotatie verschuldigd door het Gewest aan de betrokken administratie, op de door de Regering bepaalde wijze.

Overeenkomstig artikel 5/2 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, worden de verschuldigde werkgeversbijdragen en persoonlijke bijdragen, bestemd voor de financiering van de pensioenen, tijdens de maand van betaling door het Gewest aan de Nationale Dienst voor Sociale Zekerheid betaald via de dienst die belast is met de uitbetaling van de lonen."

Art. 7. In artikel L1124-48 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "ten bezware van de betrokken gemeenten" worden vervangen door de woorden "ten bezware van de lokale administraties die een beroep doen op de diensten van één of meerderde gewestelijke ontvangers";

2° de woorden "over de betrokken gemeenten" worden vervangen door de woorden "over deze administraties".

Art. 8. Artikel L1124-49 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid opgeheven;

2° in paragraaf 1, tweede lid, dat het eerste lid is geworden, worden de woorden "belanghebbende gemeenten" vervangen door de woorden "lokale administraties die een beroep doen op de diensten van één of meerderde gewestelijke ontvangers";

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "de provinciegouverneur" vervangen door de woorden "de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris van de provincie waarin de betrokken gemeente is gelegen";

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "de provinciegouverneur geeft kennis" vervangen door de woorden "de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris geeft kennis";

5° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "door de provinciegouverneur onmiddellijk" vervangen door de woorden "door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris onmiddellijk".

Art. 9. In artikel L1125-4, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

"Er bestaat onverenigbaarheid tussen het ambt van gewestelijke ontvanger, enerzijds, en dat van burgemeester, schepen of gemeenteraadslid van de gemeente waarin de gewestelijke ontvanger zijn bevoegdheden uitoefent, anderzijds.

Art. 10. In artikel L1215-6, derde lid, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden ", de gewestelijke ontvanger."

Art. 11. Artikel L1215-9 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 12. De verplichting om gedurende ten minste drie jaar bij te dragen aan de gewestelijke ontvangst, zoals bepaald in artikel L1124-47, § 1, vijfde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, zoals gewijzigd bij artikel 6, is niet van toepassing op de lokale administraties die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet een beroep doen op de diensten van een gewestelijke ontvanger en die deze diensten sedertdien onafgebroken blijven gebruiken.

Art. 13. De artikelen 2 en 6 treden in werking op een door de Regering vast te stellen datum, uiterlijk op 1 januari 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE
De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waals Parlement, 1364 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire zitting van 30 april 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204179]

11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les conditions d'enregistrement des préleveurs d'échantillons de déchets et les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 40, 1^o et 2^o, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu le décret du 11 mars 1999 instituant un permis d'environnement;

Vu le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.147, inséré par le décret du 5 juin 2008;

Vu le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, l'article 18, § 2;

Vu le rapport de genre établi le 5 novembre 2018 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018;

Vu l'avis du pôle « Environnement » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 4 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 17 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^o, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84 § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'analyse en aveugle : l'analyse d'un échantillon anonyme demandé par l'Administration à un laboratoire agréé pour l'analyse des déchets en vue d'en apprécier la qualité;

2^o le CWEA : le Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse tel que visé à l'article 18, § 2, du décret du 1^{er} mai 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

3^o le décret du 27 juin 1996 : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

4^o l'essai interlaboratoire : la comparaison des résultats d'analyses d'échantillons identiques réalisés par plusieurs laboratoires organisés par l'ISSeP ou à sa demande, ou par un organisme accrédité ISO 17043, en vue d'apprécier la qualité de ces résultats et de déterminer les ajustements à opérer;

5^o l'ISSeP : l'Institut scientifique de Service public de la Région wallonne créé par le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.);

6^o le laboratoire : le laboratoire sollicitant ou ayant obtenu son agrément comme laboratoire d'analyse en application du présent arrêté;

7^o le Ministre : le Ministre de l'Environnement;

8^o l'organisme d'assainissement agréé : organisme d'assainissement agréé visé aux articles D. 343, D.344 et D.345 du décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

9^o le préleveur : la personne physique ou morale sollicitant ou ayant obtenu son enregistrement comme préleveur d'échantillons en application du présent arrêté;

10^o le système de gestion de la qualité : le système de qualité d'un laboratoire prescrit ou accepté par l'Administration ou répondant à la norme ISO 17025 établissant les règles générales de compétences et d'impartialité des activités de laboratoires;